

COMITE DE SUIVI INTERFONDS 2014-2020

**Présentation de l'évaluation ex-ante des
instruments financiers mobilisables dans le
cadre des programmes régionaux FEDER, FSE et
FEADER de la période 2014-2020**

18 décembre 2014



Sommaire

- La commande et l'étude conduite
- Analyse des besoins et des défaillances marchés
- La stratégie globale et les instruments proposés à la programmation
- Le dispositif de suivi et réexamen



La commande ; L'étude conduite

- Au-delà de la réponse à l'exigence communautaire , l'étude vise à fournir une expertise et des recommandations pour la programmation effective et sécurisée d'instruments financiers dans le cadre des Programmes européens 2014-2020
- Les étapes de l'étude :
 - **Diagnostic (VOLET 1 du rapport)**
 - Identification et caractérisation des défaillances de marché
 - Retour d'expérience sur les instruments actuellement soutenus par la Région
 - **Recommandations pour une stratégie d'investissement (VOLET 2 du rapport)**
 - Analyse d'opportunité et de faisabilité sur la mobilisation possible d'instruments
 - Fiches détaillées pour la mise en œuvre des instruments programmables dans le cadre des PO
 - Dispositif pour le suivi et le réexamen de la stratégie
- Etude sur 1 an ; une centaine d'entretiens
- Grille d'analyse des instruments basée sur des critères de maturité du marché et de faisabilité réglementaire



Défaillances identifiées pour le financement des PME

- “ Financement post-amorçage : démarrage des entreprises innovantes, notamment la première phase de mise sur le marché
 - “ Sous-financement structurel des entreprises et BFR important sur des entreprises faisant déjà un premier chiffre d'affaire mais besoin de décoller
 - “ Manque d'intérêt porté par les financeurs privés sur le développement d'entreprises avec une rentabilité mesurée mais avec des perspectives de long-terme
 - “ Recours au financement bancaire reste difficile sauf si garantie sur du matériel
 - “ Une dynamique de création dans le secteur de l'ESS satisfaisante mais un développement limité
 - “ Un besoin croissant en matière de financement de transmission / reprise d'entreprises par leurs salariés (SCOP)
- Des nouveaux besoins identifiés qui vont au-delà du champ d'intervention actuel des instruments régionaux existants (JEREMIE, PACA investissement, etc.)



Défaillances identifiées pour le développement rural

- “ L'agriculture est aujourd'hui accompagnée à 80% par le Crédit Agricole côté offre privée et essentiellement par des subventions publiques (FEADER).
 - “ Besoins importants d'investissements en fonds propres et quasi-fonds propres pour faciliter la primo-installation de nouveaux agriculteurs, en particulier ceux qui ne peuvent bénéficier des dispositifs dédiés aux jeunes agriculteurs
 - “ Besoin en fonds propres pour le renforcement structurels des exploitations et la gestion du foncier
 - “ Besoins importants d'investissements pour moderniser les réseaux d'irrigation mais surtout de structuration des acteurs de l'écosystème (ASA)
- Peu d'instruments régionaux existants, initiatives aux niveaux national ou international encore exploratoires et qui ne s'accordent pas avec les exigences de programmation du FEADER



Défaillances identifiées pour la rénovation énergétique

- “ Un accès au crédit pour la rénovation de logements sociaux et bâtiments publics relativement aisé
 - “ Des taux pratiqués actuellement bas sur ce type de prêt mais avec un risque d'augmentation à moyen terme
 - “ Un contexte national législatif et politique très mouvant avec la mise en place par le gouvernement de nouveaux dispositifs de financement
 - “ Un fort besoin de financement d'outils de diagnostic et d'ingénierie technique et financière pour mieux orienter les bailleurs, mais surtout les collectivités et les syndicats de copropriétés
- Récente création d'un opérateur régional (AREA) dont la feuille de route est en cours d'élaboration.
- A ce jour peu de retours positif d'outils de tiers-financement et des incertitudes sur la transposition de la directive AIFM



Adopter une stratégie ambitieuse avec une vision de long terme mais réaliste sur la mobilisation des fonds européens

- Renouveler et/ou renforcer les outils existants pour le financement des entreprises ayant fait la preuve de leur utilité et de leur efficacité → **affiner la stratégie de PACA Investissement et PACA émergence**
- Utiliser toutes possibilités offertes en matière de fonds de participation → **redéployer JEREMIE afin de viser notamment le secteur de l'ESS**
- Tester un nombre restreint d'instruments à destination des agriculteurs au regard de la maturité de l'écosystème et de la possibilité d'utilisation des Fonds EU → **La garantie prêt à l'installation ou le prêt participatif**
- S'adapter au contexte national en matière de financement de la maîtrise énergétique et travailler en amont sur la remontée de projets → **bonification de prêts pour les collectivités et possibilité de dispositif de garantie pour les copropriétés**
- Approfondir certaines pistes de réflexion → **lancer progressivement – hors fonds UE – des instruments plus exploratoires**



La stratégie en quelques chiffres

Les chiffres présentés constituent des estimations qui devront être confirmées et affinées dans le cadre de la programmation

- Plus de 38 M€ de FEDER investis dans les instruments financiers (près de 13,5% des fonds), dont la quasi-totalité de l'allocation est envisagée pour la PI 3.d
- Une levée potentielle de fonds de près de 300 M€ au total pour les entreprises à l'horizon 2020
- Un minimum de 730 d'entreprises financées grâce aux instruments cofinancés FEDER et jusqu'à 1 000 en intégrant l'effet revolving d'ici 2023
- La mise en œuvre d'un fonds de Garantie installation (hors DJA) permettant environ 200 prêts à l'installation et / ou dispositif de prêts participatifs pour les agriculteurs



Dispositif de suivi et de révision : assurer un pilotage souple, outillé et réactif

La stratégie est vivante et peut évoluer dans le temps → nécessité d'avoir une capacité d'analyse, de réexamen et d'arbitrage

- Création d'un comité régional des instruments financiers, chargé de réexaminer la stratégie d'intervention, dont le périmètre d'actions engloberait non seulement les IF cofinancés par des Fonds européens mais aussi les autres instruments régionaux
- Assurer un suivi direct de la programmation des fonds UE, via la Direction en charge et le Comité de programmation (FEDER, FEADER)
- Compléter la gamme d'indicateurs de suivi de la programmation avec un nombre restreint d'indicateurs complémentaires spécifiques aux instruments financiers et compilés sous forme d'un tableau de bord
- Réaliser une évaluation intermédiaire sur les résultats au bout de 3-4 ans de programmation effective puis d'impact au terme du programme



Gouvernance

Instruments

